Numéro 62

Vendredi
11 janvier 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Union de la gauche : le P.c propose une campagne sur le pétrole • Cours de l'or : la plus belle escroquerie de l'année • Parcours fédéral en Moselle • Convention : c'est très important, par Louis Mermaz • Islam : bon ou mauvais selon la géographie communiste • Transports routiers : Calberson saque et ferme • Le R.p.r face au public : Pons s'y prend mal

Etat de siège en Corse - 3 morts et 5 blessés graves grève générale décidée

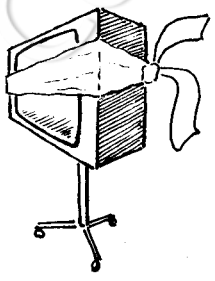
Le pouvoir giscardien responsable de l'enchaînement des violences

Aucune circonstance ne peut justifier les prises d'otages, mais le pouvoir giscardien n'a aucune excuse à l'enchaînement des violences qu'il a provoqué en Corse. Si le sang a de nouveau coulé dans l'Ile, il en est responsable. On doit l'en accuser.

Non seulement en raison de la politique aveugle et devenue meutrière qu'il conduit là-bas depuis des années. Mais aussi parce que le Préfet de région, agissant sur les ordres du ministère de l'Intérieur et de l'Elysée, pouvait régler, dès les premières heures, l'affaire de Bastelica. Il lui suffisait d'arrêter, comme cela lui était proposé, les « barbouzes » qui venaient d'être capturées et de laisser la justice suivre son cours. Il ne l'a pas voulu.

Le pouvoir a choisi la violence et la provocation : blindés, hélicoptères, fouilles, ratissages, arrestations, Ajaccio en état de guerre. La suite n'était pas difficile à prévoir. Nous l'avions écrit ici. Giscard le savait. Il savait ce qu'il faisait. Il l'a fait quand même.

G.F.



Communique de 29 organisations corses

Il faut que l'opinion sache que si ce jour le bilan tragique des affrontements entre population et forces dites de l'ordre, se solde par des morts et des blessés graves, c'est uniquement en raison de la volonté obstinée du pouvoir d'empêcher la manifestation de la vérité sur les méthodes policières qu'il utilise en Corse. A Ajaccio, comme à Bastelica, il a préféré la provocation par des déclarations injurieuses, par le déploiement militaire massif et par le blocage de la négociation à la libre expression de l'information.

Il est clair qu'en Corse la liberté d'opinion et d'information sont de plus en plus entravées par les pressions du pouvoir et sanctionnées par l'action des officines parallèles qui lui sont liées. Cette situation devient intolérable. Les organisations exigent :

1) l'arrêt immédiat des opérations de quadrillage militaire
2) La mise en liberté des personnes arrêtées à Bastelica et la suspension définitive des poursuites.
3) La comparaison devant les tribunaux du commando de Francia après sa remise à la justice.
4) La dissolution des officines de guerre civile et des polices parallèles telles Francia couvertes par le Pouvoir. Il faut que de la lumière soit faite sur les responsables à quelque niveau que ce soit.
5) L'ouverture immédiate des négociations

(suite page 2)

Le P.c propose une action commune dans les municipalités

L'unité au coup par coup

La direction du P.c a retrouvé l'adresse du Parti socialiste : 7 bis, Place du Palais Bourbon. Pas pour prendre un rendez-vous et amorcer un dialogue. Mais pour écrire une lettre. C'est déjà ça. De Charles Fitermann à Pierre Berogovoy. Et aussitôt publiée par l'*Humanité*.

Dans ce courrier, le secrétaire du Comité Central fait savoir que son parti vient de demander aux maires communistes de réunir des conseils municipaux extraordinaires afin de protester contre les récentes augmentations des produits pétroliers, et l'aggravation des charges que cela entraîne pour les collectivités locales, les offices H.l.m et les familles. Charles Fitermann écrit souhaiter que les élus socialistes participent à cette initiative et la soutiennent. Et en somme, il invite les maires socialistes à en faire autant.

Le secrétariat du P.s délibérera, bien entendu, de la réponse à donner. Mais, dès maintenant, on peut faire quelques observations.

Si la direction du Parti communiste, de plus en plus isolée sur ses positions prosoviétiques, en Afghanistan et en proie à des difficultés internes sur ce sujet et sur d'autres, éprouve aujourd'hui le besoin d'engager une démarche de caractère unitaire, c'est là un fait ponctuellement positif. C'est bon pour l'unité, c'est bon pour la gauche.

Cependant, elle doit savoir que la meilleure - sinon la seule - façon d'agir en commun, c'est bien de décider ensemble. Et non pas d'arrêter, sans consultation, les modalités d'une action puis d'offrir aux autres de s'y rallier.

S'il y avait eu concertation, le P.s aurait par exemple, proposé de ne pas limiter la protestation des conseils municipaux à la seule question des tarifs du fuel. Tant d'autres problèmes aussi graves assaillent les responsables locaux et les travailleurs, qu'il n'y a pas de raison d'isoler celui-ci et d'ignorer les autres. Ou de se réserver de les traiter séparément. En général pour mener, à cette occasion, des campagnes dirigées autant contre le P.s que contre le pouvoir.

Pour les socialistes, l'unité ne doit pas servir de prétexte à des opérations tactiques. Et de jouer au coup par coup.

Georges Fillioud

épinglé

« La majorité existe, et la preuve c'est qu'il y a un gouvernement ».

Raymond Barre mercredi à l'Assemblée nationale.

POSITION

Une Convention très importante

par Louis Mermaz

Le débat engagé le 25 mai 1978 par les socialistes pour élaborer ensemble leur projet de société, s'achèvera dimanche à Alfortville.

Le projet a d'ores et déjà recueilli un très large assentiment des militants. L'amendement de suppression qui demandait le retrait du texte (page 9) dénonçant les ambiguités de certains thèmes et sensibilités nouvelles (qui ne doivent pas obscurcir la notion centrale et fondamentale de rupture) sera sans doute très largement minoritaire.

Est-ce à dire que la convention qui éclatera en cinq forums chargés d'apprécier au regard des votes émis par les sections les chapitres du projet, sera académique ? Il n'en sera rien. Tout rassemblement des socialistes dans les circonstances actuelles constitue un évènement politique. La convention de dimanche sera très importante. Majorité et minorités l'entendent bien ainsi.

L'adoption du projet débouche sur une série de situations et d'évènements : tension internationale, crise économique et sociale, divisions au sein de la majorité, attaques répétées du Parti communiste contre le Parti socialiste, approbation par le P.c de l'intervention soviétique en Afghanistan, échéance présidentielle, inactuelle, mais présente dans tous les esprits.

Le Projet socialiste pour nous, est un document qui devra soutenir et éclairer nos prochains combats politiques. Ce n'est pas un texte destiné à être mis sous le boisseau. Concernant la ligne du Parti, il est destiné à

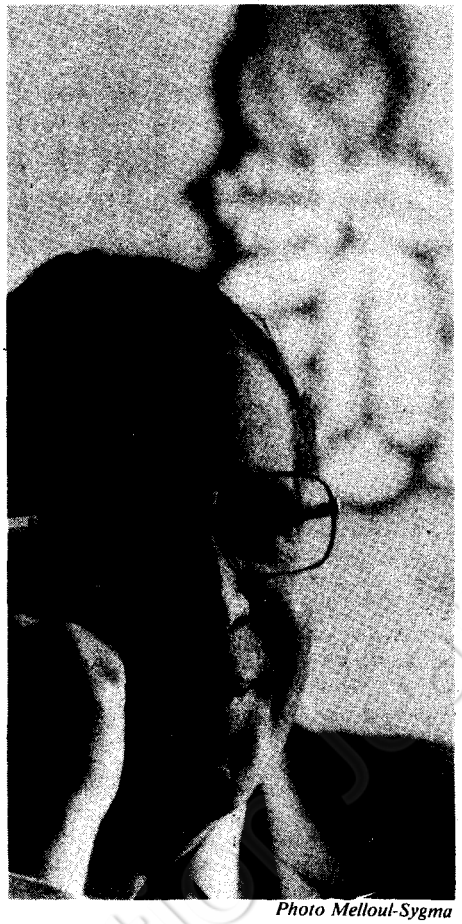


Photo Melloul-Sygma

nourrir le programme de notre candidat en 1981. Cela doit être clair dans l'esprit de tous.

C'est pourquoi je ne souscris pas à la demande de convocation d'une convention extraordinaire, formulée par Pierre Mauroy et ses camarades, pour actualiser la ligne du Parti. Les orientations fixées à Metz, comme à Epinay, demeurent valables et continuent de nous engager solidairement.

Nous persistons à penser que nous devons continuer de rassembler les millions de Français de gauche qui veulent le changement, et cela en dépit des obstacles accumulés par la direction du Parti communiste. Nous continuons de penser que l'union des forces populaires et l'union de la gauche, procèdent de la même stratégie.

Pas d'alibi pour la droite

D'autre part, le Parti socialiste ne cesse d'affirmer que les sociétés de type bureaucratique ne répondent pas à l'exigence première de liberté. Nous avons toujours soutenu qu'il existait un expansionnisme et une forme d'impérialisme soviétiques et que la lutte des peuples pour la paix devait prendre également en compte ces données-là.

Ce constat étant établi, nous n'entendons pas renoncer sur le plan intérieur à la stratégie d'union, ni nous placer dans une logique de guerre froide. Cela entraînerait dans notre pays une terrible régression politique et fournirait au Président de la République et à toute la droite, l'alibi qu'ils attendent pour mieux nous enfoncer dans le conservatisme et dans la soumission aux intérêts de l'impérialisme américain.

Ces questions doivent être l'objet d'une réflexion commune des socialistes, mais elles n'impliquent ni révision, ni infléchissement de notre ligne politique.

Reconstruire l'union des forces de gauche en France, l'imposer à l'appareil communiste, assurer l'indépendance réelle de notre pays à travers une action politique et diplomatique cohérente, tels sont nos objectifs permanents. Ces objectifs requièrent avant toute chose l'unité des socialistes.

Corse

(suite de la première page)

permettant sans délai la tenue à l'hôtel Fesch de la conférence de presse que le pouvoir s'acharne au prix du sang versé à empêcher depuis trois jours.

Les organisations soussignées appellent à la grève générale illimitée.

(P.s, P.c, U.p.c, C.g.t, C.f.d.t, F.o, F.e.n, Syndicat des pêcheurs, F.n.s.e.a, P.m.e, etc)

Communiqué du Parti socialiste

Malgré tous les appels au dialogue indispensable lancés hier, malgré les efforts déployés à Ajaccio par les syndicats, les associations et les partis de gauche, malgré les mises en garde répétées du Parti socialiste, le sang a coulé la nuit dernière en Corse.

Hier soir, le bureau exécutif du P.s s'inquiétait de l'attitude des représentants du gouvernement qui au lieu de rechercher l'apaisement laissaient se mettre en place les conditions d'une épreuve de force. Le refus de la préfecture de laisser agir une délégation composée des seules personnalités locales en position de rechercher une solution pacifique nous paraît particulièrement grave. Jusqu'où le gouvernement veut-il aller ?

Devant la gravité de la situation ainsi créée en Corse, le Parti socialiste estime urgent de tout mettre en oeuvre pour aboutir à un apaisement.

Le Parti socialiste a demandé à ses parlementaires de réagir face aux évènements.

Dès aujourd'hui, Christian Laurissergues, député du Lot et Garonne, délégué national aux Identités Régionales du P.s déposera sur le bureau de l'Assemblée nationale une question écrite au premier Ministre. Marcel Debarge, sénateur de la Seine Saint Denis et secrétaire national aux Collectivités locales, fera de même au Sénat.

Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale déposera une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire.

Enfin, dès ce soir, 10 janvier, une mission d'information composée de parlementaires socialistes partira pour Ajaccio.

Le 10 janvier 1980

Bulle

L'époque des collections étant ouverte on peut faire le point, en ce 10 janvier 1980, sur les dernières tendances de la justice française. Trois semblent prévaloir ;

1. La tendance Pacce-Piperno, dite « PP » : on désigne comme des criminels de droit commun des politiques poursuivis dans leurs pays et vite vite, on expulse.

2. La tendance Bastelica ; on laisse circuler sur les routes trois barbouzes armées jusqu'aux dents. On les laisse intercepter par leurs victimes désignées. Et quand, après avoir recueilli leurs aveus, celles-ci prétendent les remettre à la justice, la justice refuse.

3. La tendance « 23 mars ». Créée pour les jeunes au printemps dernier. François Pain a été reconnu sur une photo publiée par Minute, *porteur d'un sac de chez Lancel, devant la vitrine brisée du magasin. Il nie avoir pris le sac, qui lui fut jeté de l'intérieur. Mais la photo est un instantané, et la justice, après* Minute, *a décidé d'arrêter Pain en arrêtant le temps à cette seconde où Pain parut coupable.*

Dommage que les C.r.s. n'aient pas permis aux photographes d'opérer dimanche, à Bastelica.

Parcours fédéral

LA MOSELLE

avec Serge Barcellini

Trente trois ans, c'est la moyenne d'âge du secrétariat de la Fédération de la Moselle. Le premier secrétaire, Serge Barcellini a 28 ans. Son adjoint René Leucart : 29 ans. Elus après Nantes, ils ont organisé le Congrès de Metz et se battent maintenant avec leurs camarades pour intensifier ou amorcer leur présence dans les entreprises de ce département atteint de plein fouet par la crise de la sidérurgie.

— La Fédération de la Moselle, qu'est-ce-que c'est ?

«C'est d'abord 1 350 militants dans un départements d'un million d'habitants. Un département assez vaste que nous avons divisé en quatre secteurs : sidérurgie, charbon, Metz et sa périphérie, enfin le Sud agricole avec Sarrebourg et Sarguemines, et que nous appelons nous, le désert. Il y a 58 sections et quatre G.s.e. Notre fédération compte un quart d'ouvriers, 30% de cadres moyens, 15% de cadres supérieurs et membres des professions libérales. Le reste est composé de personnel de service, de personnel agricole, d'agriculteurs et de patrons. Cette composition socio-professionnelle de notre fédération ne correspond pas à celle du département où vivent 50% environ d'ouvriers».

— Pourquoi ?

«Parce que la plupart des camarades ouvriers se battent dans les syndicats, sur le terrain, en particuiler dans ce secteur en crise qu'est celui de la sidérurgie».

— Les femmes sont-elles nombreuses à militer au Parti ?

«Les femmes représentent environ 20% de nos effectifs. Elles sont particulièrement actives et ont une organisation spécifique dans la Fédération : elles ont des réunions décentralisées sur le département afin que le plus grand nombre puisse y participer. Josette Ramon, secrétaire fédérale à l'action des femmes est la seule femme du secrétariat mais elles sont onze sur quarante huit à la commission exécutive».

— Que représente le Parti au plan électoral ?

«Nous sommes le premier parti du département, nous représentons 25% des suffrages soit 120 000 voix. Avant le R.p.r : 24% des suffrages. Le P.c fait le même score que l'U.d.f : 15%. Mais notre représentation électorale ne correspond pas à notre force réelle. Nous n'avons qu'un député, Jean Laurain, alors que le R.p.r en a quatre, pas de sénateur et seulement huit conseillers généraux. Le découpage des circonscriptions en est la raison : la circonscription de Laurain (Metz I) compte 110 000 électeurs alors que celle de Messmer, à Sarrebourg, n'en compte pas la moitié.

«Les municipalités importantes que nous dirigeons sont Woippy et Ars-sur-Moselle dans le secteur de Metz, Hayange dans le bassin sidérurgique et Merlebach dans le secteur charbonier».

— Quel est le degré de chaleur de vos relations avec le P.c ?

«Actuellement nous n'avons aucune action commune. On peut même dire que nous sommes en conflit permanent depuis la fin de la campagne des dernières municipales».

«A Woippy, une des rares municipalités épargnées jusque là, les choses se sont gâtées parce que le conseil d'administration de la M.j.c a décidé de ne pas renouveler son contrat à l'animateur (membre du bureau fédéral du P.c). Et cela nous n'y sommes pour rien puisque la municipalité n'est pas majoritaire dans ce conseil. Il n'empêche que les communistes en ont profité pour mener contre nous une campagne d'affichage d'une rare violence. Nous avons réagi, notamment dans la presse».

«Dans le canton d'Hayange notre camarade, Victor Madelaine, a refusé de se désister pour le candidat communiste, seul en liste pour le deuxième tour, et a remporté haut la main ce scrutin. Dernier incident qui n'a pas arrangé les choses».

— Quels sont les grands axes de votre travail ?

«Le 6 février prochain est actuellement au centre de notre action. C'est ce jour là que Serge Barcellini comparaîtra devant le tribunal correctionel de Metz (voir Riposte N° 27). Nous faisons pour cette affaire une campagne de collage, de distribution de tracts : nous y mettons le paquet».

«Mais l'essentiel de notre travail c'est l'implantation du Parti dans les entreprises et dans les secteurs-faibles pour nous : la campagne et tout particulièrement le Sud du département».

QUESTIONS ECRITES

de Louis DARINOT

qui propose d'accorder aux travailleurs privés d'emploi tout ou partie de l'allocation logement.

d'Henri DARRAS

qui estime nécessaire d'accroître l'aide financière des pouvoirs publics aux ateliers protégés pour handicapés.

CLAUDE EVIN CONTRE ETAT FRANCAIS

L'Etat s'était trompé de cours

Le 20 décembre 1978 Claude Evin, député de Loire Atlantique, avait été victime d'une agression de la part des forces de police lors d'un différent, opposant la direction et les travailleurs des chantiers de l'Atlantique.

A la suite de ces évènements, Claude Evin avait engagé une procédure contre l'Etat français, pour voie de faits. Saisi de l'affaire, le Tribunal de Grande Instance de Saint-Nazaire se voyait opposer le 3 décembre dernier une demande d'exception d'incompétence de la part de l'Etat, qui estimait qu'un jugement en la matière incombait au tribunal administratif.

Cette demande d'incompétence a été rejetée par le Tribunal de Grande Instance le 7 janvier. Celui-ci a estimé que l'Etat aurait dû saisir le Tribunal des conflits. Pour ce faire, c'est le préfet qui aurait dû déposer un déclinatoire de compétences par l'intermédiaire du Procureur de la République.

La présidente du Tribunal a donc invité les parties à conclure sur le fond à l'audience du 31 mars. L'Etat a encore la possibilité de faire appel.

VALENCE

Calberson ne roule plus

Je dénonce l'attitude scandaleuse de la direction des Etablissements Calberson (transports) qui vient de décider la fermeture pure et simple de son agence de Valence. Cette action cynique fait suite à la décision unanime de la commision locale de conciliation prud'homale comprenant 5 employeurs et 5 salariés, qui a demandé la réintégration des grévistes licenciés par Calberson (l'immense majorité des travailleurs de l'agence de Valence sont en grève depuis plusieurs semaines).

Une telle attitude de la direction révèle un patronat sans vergogne qui cherche par tous les moyens à priver les travailleurs de leur droit à se syndiquer.

S'agissant du groupe international qui, en France, dispose de nombreux contrats avec la S.n.c.f, j'ai saisi par télégrammes les ministres du Travail et des Transports de cette situation, leur demandant d'empêcher ce déni de justice et de sauvegarder l'emploi.

(Déclaration de Rodolphe Pesce, député de la Drôme).

Télé-P.S.

LA CLASSE OUVRIERE, PAR SA MASSE, SON ROLE DANS LA PRODUCTION, LA NATURE DE SES REVENDICATIONS, EST AU COEUR DU PROCESSUS DE CHANGEMENT.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Le coup du Napoléon

Le « coup du Napoléon » du jeudi 3 janvier 1979 n'a pas fini de faire causer. C'est d'abord *Le Canard Enchaîné* qui apporte cette semaine un certain nombre de détails croustillants sur l'affaire. Mais comme chacun sait ce Canard est « mal intentionné ».

Cependant voilà que le comportement « étrange » et très profitable d'un certain nombre de négociants en or vient de se trouver mis en évidence par un homme que personne ne soupçonnera de nourrir de défiance à l'égard de la Bourse : le syndic des agents de change lui-même, M. Yves Flornoy,

Que dit ce connaisseur de la corbeille s'il en est ? Tout bonnement que les dits négociants ont orchestré la hausse de l'or avant de provoquer le reflux. Lorsque la demande de « nap » ne trouvait aucune contre-partie, ces négociants « auraient dû servir une partie des acheteurs sur les petits stocks stratégiques de métal qu'ils ont ou doivent avoir » affirme Flornoy qui ajoute que lorsque la tendance s'est retournée les mêmes négociants « ont essayé de coter le plus bas possible pour que l'écart soit maximum entre leur prix de vente de la veille et le prix de rachat ».

Autrement dit, en clair, le syndic des agents de change de la Bourse de Paris accuse les négociants en or d'avoir manipulé le marché d'abord pour appâter les petits détenteurs d'or en faisant grimper les cours artificiellement et ensuite pour les spolier en précipitant la chute. Cela relève du délit économique !

Mardi dernier nous dénoncions dans ces colonnes la responsabilité ou plutôt l'irresponsabilité des pouvoirs publics dans cette affaire. Nous ne le faisions pas à la légère. Aujourd'hui que la manipulation du marché est confirmée officiellement par une personnalité qualifiée, on doit encore davantage s'étonner du silence gouvernemental et de la passivité dont on fait preuve MM. Barre et Monory.

Tous les jours les tribunaux sont appelés à connaître de la petite délinquance. Quand donc seront inculpés ces fameux négociants mis en cause directement ?

Qui ne dit mot consent. Si aucune suite n'était donné aux propos de Flornoy, on saurait où chercher les complices des profiteurs du « coup des nap », la plus belle escroquerie de ce début d'année.

Le R.p.r ensablé au carrefour des pistes

Pons prêche dans le désert

Mercredi soir, les antennes de France Inter ont retransmis un «Face au Public» particulièrement creux : le secrétaire général du R.p.r a, pendant cinquante minutes, débité des banalités.

Car la contradiction est devenue banale pour le parti des chiraquiens : sur la politique étrangère, sur la politique intérieure, sur le présent et sur le futur, le R.p.r n'est d'accord sur rien avec Giscard, Barre et l'U.d.f. Mais Pons continue d'affirmer que le Rassemblement est dans la majorité. En matière de politique économique, Pons rappelle que depuis plus de deux ans, vainement, son parti dénonce l'inflation, la libération des prix, et l'insuffisance des investissements productifs. Mais depuis que Chirac a quitté Matignon en claquant la porte, les élus R.p.r, députés et sénateurs, ont voté tous les budgets qui génèrent cette situation.

En matière sociale, Pons soutient que le chômage est intolérable, qu'il va encore augmenter puisque la politique suivie est mauvaise, que n'était pas «convenable l'aumône de 150 F. pour les plus défavorisés» récemment décidée par le gouvernement. Mais à l'Assemblée, au Sénat, dans les municipalités, les R.p.r et les U.d.f votent ensemble et appliquent ensemble cette même politique.

En matière internationale, les critiques de Pons forment un catalogue : atlantisation croissante, politique européenne, relations avec les Etats africains, Iran et Afghanistan, le R.p.r s'étonne, regrette, «condamne l'abaissement de la France», mais ce parti de droite soutient partout la politique de droite menée par l'Elysée et Matignon.

La politique intérieure a été l'occasion d'un long développement sur les perspectives de l'élection présidentielle : «Quand on livre un combat politique, c'est pour le gagner» a bravement lancé le secrétaire général du R.p.r. Mais comme il sait le candidat de son parti battu d'avance et qu'on le pressait de questions sur l'attitude des chiraquiens au second tour, il a ajouté : «qu'on ne compte pas sur nous pour aider à faire élire le candidat socialiste ou le candidat communiste». Révélation ? Pour ceux qui pendant des semaines ont machonné de la «convergence P.s - R.p.r», sans doute ! Mais pour les autres ?

En réalité, la prestation de Bernard Pons aura démontré une chose simple que les déclarations des uns et des autres tend à faire oublier : le R.p.r n'a pas de choix. Primo, il est condamné à soutenir celui auquel il s'oppose ; secundo, il n'a pas de programme et ses orientations politiques sont soumises aux alizés conjoncturels ; tertio, il n'a pas de leader en situation ascendante avec un Debré en déclin et un Chirac entravé.

Pons a terminé son intervention par ces mots : «C'est un cri d'espoir que je lance». A qui s'adressait-il ? Curieux de se lancer à la quête aux voix, aux abords d'un désert.

De l'Afghanistan à l'Iran quand l'Islam change de couleur

Il fut une époque où l'U.r.s.s incarnait à ce point la révolution marxiste victorieuse que chacune de ses institutions, chacune de ses décisions de politique internationale étaient revêtues du sceau du sacré.

Cette période a bien changé et les dirigeants communistes français ont introduit çà et là dans leurs discours quelque distance, voire quelque critique dont le plus célèbre moment, l'invasion de la Tchécoslovaquie, est restée dans les mémoires.

Leur approbation de l'intervention massive soviétique en Afghanistan les oblige par contre à retrouver les bonnes vieilles méthodes de l'amalgame.

C'est ainsi que Charles Fiterman s'étonnait à Antenne 2 que les idéologues occidentaux dénoncent le « fanatisme » musulman en Iran alors qu'ils défendent les populations afghanes animées de la même foi, entrées en rébellion contre un gouvernement athée.

Mais l'argument se retourne. Pourquoi Moscou a-t-il approuvé la révolution iranienne, dont Khomeiny reste le phare mais condamne-t-il les « rebelles » afghans qui, au nom du même Islam n'ont pas accepté le coup d'état de Taraki ?

Combattre toutes les dictatures

Tout parti responsable se doit d'analyser une situation de crise internationale en fonction des principes qui l'animent. Et de juger sereinement. C'est ce que fait le Parti socialiste en estimant que toute atteinte aux droits des peuples de disposer d'eux-mêmes ou aux droits de l'Homme est condamnable.

D'autres raisons ont peut-être animé les chanceleries occidentales dans leur mouvement de réprobation. C'est leur affaire. Mais ce n'est pas une raison pour que nous changions d'avis.

Les pays qui sont dirigés par des dictatures sont nombreux de par le monde. Inspirées par l'idéologie marxiste ou impérialiste, ou les deux, peu importe. Il faut aider les forces démocratiques à les combattre. Et sur ce terrain les militants communistes nous retrouverons toujours.

Mais aucune puissance, sous prétexte de « libération » n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays. Même en vertu d'accords d'assistance militaire.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.